

LEADERSHIP FEMININ CONTRE LES EXTREMISMES ET LES RADICALISATIONS ET POUR LE DEVELOPPEMENT D'UNE CULTURE DE PAIX

Contexte

En fin de synthèse sur la Radicalisation au féminin, nous avons spécifié que la propagande de « l'Etat Islamique » avait su viser des thèmes sexospécifiques et s'adapter aux motivations et aux vulnérabilités particulières des femmes. Et bien d'une manière plus générale, il faut souligner ici que les hommes et les femmes subissent les conséquences dramatiques de conflits tels que des traumatismes, dévastations, pertes et douleurs, mais qu'il y a depuis bien longtemps « des aspects liés au genre dans leurs expériences¹ ». Il est reconnu que les femmes souffrent de manière disproportionnée des conflits, en particulier lorsqu'elles subissent déjà des discriminations en temps de paix ; Elles deviennent particulièrement vulnérables pendant les conflits. Elles sont souvent des cibles spécifiques d'attaques, car elles sont victimes d'exploitation, d'abus et de violences sexuelles basés sur le genre (SGBV) et représentent souvent plus de la moitié de la population réfugiée sur l'ensemble du territoire mondiale. Les femmes sont principalement exposées à la violence car « elles sont perçues comme des symboles détenteurs d'identités culturelles et ethniques et producteurs des générations futures de la communauté. ² ».

Nous devons rappeler ici que le concept de genre fait référence aux « rôles sociaux des hommes, femmes, garçons et filles [...] [qui] sont à leur tour formés de facteurs culturels, sociaux, économiques et de conditions politiques, des attentes et obligations au sein de la famille, de la communauté et de la nation. [...] Le genre est façonné par et aide à façonner les concepts et les expériences d'ethnicité, de race, de classe sociale et de pauvreté [...]. Par conséquent, ces facteurs ont une grande influence sur les femmes et les hommes dans leurs positions et leurs réponses. ³ ».

Et bien justement, le dernier né des courants du terrorisme international nous l'a rappeler cruellement : les violences faites aux femmes pour des raisons politiques, ethniques, sociales et conjugales seront dorénavant exploitées pour des causes idéologiques de manière plus

¹ Elisabeth Porter & Anuradha Mundkur, Peace and Security : implication of women, UQP, 2012

² Peace building Initiatives : Empowerment : Women and Gender Issues : Women, Gender and Peace building process.

³ Dyan Mazurana, Angela Raven-Roberts, Jane Parpart, Gender, Conflict, and Peacekeeping, Rowman & Littlefield Publishers, Inc, 2005, p12/13.

intense que lors des époques antérieurs : la force des réseaux sociaux et des supports de propagande sera passé par là, la manque de raisons d'espérer et de projections positives dans la gestion des droits et les progrès socio-économique également.

Tout en reconnaissant l'importance du rôle de genre dans les conflits, la communauté internationale est en train d'établir des perspectives de genre pour la paix et la sécurité. En effet, la stratégie des Nations Unies est d'atteindre l'égalité des sexes. C'est un objectif qui a été reconnu et atteint dans une certaine mesure par les organisations internationales et les gouvernements - car il « fait référence à l'égalité des droits, des responsabilités, et des opportunités pour les femmes et les hommes, pour les filles et les garçons ⁴», ceci est concrétisé par les Nations Unies à travers l'intégration de la dimension de genre. Le Conseil Economique et Social le définit comme « le processus d'évaluation des implications pour les hommes et les femmes de toute action, y compris la législation, les politiques ou les programmes dans tous les domaines et à tous les niveaux. C'est une stratégie pour faire des préoccupations et des expériences des femmes et des hommes une dimension intégrale de la conception, de l'application, et du suivi et l'évaluation des politiques et des programmes dans tous les domaines politique et économique afin que les femmes et les hommes en bénéficient également et que l'inégalité ne se perpétue pas.

L'objectif ultime est d'atteindre l'égalité des sexes⁵». Dans les situations de conflit et d'après conflit, l'intégration de la dimension de genre affirme la nécessité de prendre en compte l'expérience et le rétablissement des femmes, hommes, filles et garçons et qu'ils diffèrent selon le sexe, l'appartenance ethnique, l'âge et le statut de classe dans société. Comprendre ces différences permettra une réponse appropriée à la résolution des conflits, à la construction de la paix et aidera à la conception d'une paix inclusive.

Il est important de rappeler que l'empowerment des femmes est le troisième objectif du millenium et que ce dernier comprend l'élimination des violences contre les femmes et les disparités de genre et permettre un accès égal à l'éducation tout autant que l'implication des femmes dans la paix et la sécurité. En 2000, le bureau des nations unies pour la sécurité a adopté à cet effet la résolution 1325. Le secrétaire Général de l'ONU attestera que « aucune paix durable n'est possible sans la pleine participation des femmes, leurs perspectives, leurs leaderships, leur présence quotidienne, leur égale présence là nous cherchons à faire et conserver la paix ⁶». Ceci passant par l'intégration des trois P : prévention des conflits,

⁴ UN Women, Gender Mainstreaming : concepts and definitions.

⁵ UN DOC. A/52/3/Rev.1.

⁶ Women count for peace, the 2010 open days on women, peace and security ; DPKO, DPA, UNIFEM, UNPD.



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

protection des femmes, participation aux démarches de conservation, de fabrication et de construction de la paix.

Enjeux : Difficultés et problématiques posées par le développement d'une approche genrée de la paix et la résolution des conflits.

Certain chercheur dont Hicks⁷ ont identifié trois obstacles majeurs à l'implantation de la question du genre : l'inertie, l'implémentation et l'institutionnalisation. L'inertie des institutions est connue et des procédures bien en place sont souvent difficiles à faire évoluer d'où le fait de veiller à les implanter à la racine des structures organisationnelles et de faire des changements basés des répartitions équitables des ressources.

Dans tous les cas le processus est couteux en temps et un autre chercheur Instraw⁸ indique 3 facteurs qui détermine le niveau d'implantation des directives publiques au regard de l'équilibre des genres au sein des missions nommées de conservation de la paix :

- la volonté des politiques des décideurs
- la disponibilité des fonds
- la disponibilité des ressources humaines

Enfin un tableau extrait d'un article⁹ recensant justement les difficultés d'inclusion des femmes dans les opérations de support de la paix montre à quel points les participations progressent lentement.

Table 1. Female recruitment and inclusion in peace support.

Year	Male	Female	Total	%
1957 to 1979	6,245	5	6,250	0.8
1957 to 1989	19,980	20	20,000	0.1
2006	84,320	1,235	65,555	1.88
2007	70,639	1,034	71,673	1.44
2008	75,323	1,734	77,057	2.25

Source: Hudson (2009).

⁷ Hicks S (2001). Women, peacekeeping and peacemaking: genderbalance and mainstreaming. Int. Peacekeeping.

⁸ INSTRAW (2008). Women's Commission for Refugee Women and Children. Room to Maneuver: Lessons from Gender Mainstreaming in the UN Department of Peacekeeping Operations. New York.

⁹ Fapohunda Tinuke M. (2011) : « Integrating women and gender issues in peace development », International Journal of peace and Development Studies vol 2(6) pp 162-170, July 2011.



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

Ce tableau présente le pourcentage et le nombre de recrutements de femmes dans les supports de paix¹⁰. Enfin cette volonté d'inclusion dans des forces de paix est motivée par des questions de carrières, de salaire mais aussi par des questions altruistes¹¹. Cependant l'accès à des postes à haute responsabilité pour la conservation de la Paix reste un grand challenge pour les femmes. Le même article soulignera l'importance de la formation dans l'intégration de la question de genre et de l'inculcation circonstanciée des connaissances locales et culturelles veillant à une bonne intégration des données.

Ce point de vigilance est aussi souligné par d'autre auteur :

«Si nous voulons être efficaces en tant que bâtisseurs de la paix, nous devons réagir au pouvoir la dynamique et les normes qui influencent la paix et les conflits violents au foyer, au niveau communautaire, national et international. Pour ce faire, nous devons être conscients de la diversité des identités de genre et d'autres identités parmi les groupes d'hommes et de femmes. Par conséquent, l'analyse sexospécifique est essentielle pour nous aider à comprendre l'identité et la violence, et, par conséquent, agir efficacement.¹² ».

Une autre recherche pointe un manque d'investissement collectif tout banalement pour recruter des femmes : *« en l'absence d'un nombre suffisant de femmes policières ou militaires pour effectuer des perquisitions, mobiliser les femmes au niveau communautaire ou accéder à la population de femmes qui reviennent au pays, de graves lacunes en matière de sécurité persisteront. Les policières peuvent atteindre certaines populations marginalisées auxquelles leurs homologues masculins peuvent être interdits ou ne pas avoir facilement accès. Les policiers peuvent effectuer des fouilles corporelles des femmes et des filles aux points de contrôle d'une manière culturellement appropriée. Les femmes policières sont également en mesure de recueillir différentes informations sur les menaces à la sécurité en raison de leur accès à des espaces auxquels les hommes sont traditionnellement interdits d'accès. Le développement d'un secteur de sécurité plus diversifié, jumelé à la formation des forces de sécurité sur les rôles complexes des hommes et des femmes dans l'extrémisme violent, est donc également essentiel d'améliorer l'efficacité opérationnelle des forces de police¹³ ».*

¹⁰ Hudson H (2009). Mainstreaming Gender in Peacekeeping Operations: Can Africa Learn From International Experience? Department of Political Science, University of the Free State, African Security Review, 9(4).

¹¹ Martin S (2008). Must Boys Be Boys? Ending Sexual Exploitation and Abuse in UN Peacekeeping Missions. Washington, DC: Refugees International.

¹² Rethinking gender in Peacebuilding, Henri Myrtilinen, Jana Naujoks and Judy El-Bushra March 2014, disponible sur le site : www.international-alert.org.

¹³ Christien and Turkington, 'Women, Deradicalization, and Rehabilitation: Lessons from an Expert Workshop,' p. 7. The full report is available online at giwps.georgetown.edu.

Par ailleurs, les chercheurs ont aussi identifié plusieurs problématiques posés par la construction de la paix dans la perspective du genre :

- L'accès à la justice.
- L'égalité économique.
- Les tensions et conflits intergénérationnels.
- Les transformations et continuités de la violence.
-

Sans rentrer dans les détails de ces 4 problématiques, les auteurs attirent notre attention sur des points cruciaux par rapport à la question : comment promouvoir et intégrer la question du genre dans la construction de la paix. Les points principaux évoqués sont les suivants : comprendre le contexte, identifier avec qui travaille et comment, repérer les meilleures manières de travailler, appliquer une approche genrées dans différents secteurs et thèmes, l'intégration des expériences de terrain, associé les politiques publiques et la pratique. « S'engager avec une compréhension plus complexe et holistique des relations entre les sexes nécessitera la réévaluation des approches du niveau politique au niveau programmatique, développer une compréhension et la capacité de s'engager avec le genre d'une manière nouvelle et éventuellement revisiter la culture institutionnelle, les incitations, les profils du personnel, les mesures de progrès et d'impact et les moyens de travailler¹⁴».

Difficultés présentes aussi dans l'approche féminine de la prévention des extrémismes.

Commençons d'abord par les stéréotypes de genre vis-à-vis de la violence dévolue essentiellement aux hommes dans de nombreuses cultures. Comme le rappelle le dernier rapport ONU Femmes/Oxfam en Tunisie¹⁵, la violence est souvent vue comme une activité exclusivement masculine et s'opposant à l'essence même de la féminité. Ce stéréotype s'ancre et renforce – comme négativement – les normes socioculturelles identifiées par une autre étude récente d'Oxfam en Tunisie :

¹⁴ Rethinking gender in Peacebuilding, Henri Myrtilinen, Jana Naujoks and Judy El-Bushra March 2014, disponible sur le site : www.international-alert.org.

¹⁵ « Penser le genre dans les réponses à l'extrémisme violent en Tunisie », ONU Femmes/OXFAM, novembre 2018. Ce document fait suite à la revue documentaire Penser le genre dans l'extrémisme violent en Tunisie, Enjeux conceptuels et état des lieux, partagé avec les équipes d'Oxfam en Tunisie et l'ONU Femmes Maghreb – bureau de Tunisie en mars 2017. Il a également constitué une base de discussion pour l'organisation par les équipes d'Oxfam et de l'ONU Femmes d'un atelier de réflexion et de consultation à Tunis, le 20 juin 2018, en présence des équipes de Samuel Hall. Les discussions et conclusions de cet atelier ont été ensuite intégrées au rapport, ainsi que les conclusions d'autres ateliers sur le sujet du genre et de l'extrémisme violent. Ces sessions, organisées à Beyrouth (mai 2018) et Nairobi (septembre 2018) font partie intégrante de la logique participative qui fonde l'approche même de cette recherche.



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

« 1) Les femmes ne doivent pas lutter pour un statut décisionnel égal dans leur relation ;

2) Les femmes devraient donner la priorité à la vie familiale et professionnelle à la maison et à la famille ;

3) Les femmes devraient se comporter en public d'une manière qui respecte la domination masculine. ¹⁶».

Le rapport rappelle à juste titre que « cette image s'étend de la conception caricaturale de la femme comme vecteur de paix¹⁷, comme victime ou comme auxiliaire du djihad¹⁸, jusqu'à certaines visions plus subtilement ancrées mais qui persistent à voir en la femme un oxymore de la violence¹⁹.⁸⁵ Derrière cette opposition entre femme et violence, on retrouve une essentialisation de la multiplicité des conditions féminines et où le genre féminin se retrouve rangé dans une unique catégorie fermée. La construction sociale de la féminité renvoie directement à l'idée de vie et de la création de la vie. Ainsi comme le montrent Sjoberg & et al.²⁰,⁸⁶ la violence est considérée extérieure aux idéaux-types des rôles et fonctions de la femme, comme mère, sœur non seulement parce que la femme crée « la vie » mais parce qu'elle sert à maintenir la « vie » de manière générale ». Par opposition la violence est souvent perçue à travers un angle hyper-masculin. En effet, l'opinion publique mais aussi le domaine de la recherche se retrouvent confrontés à l'augmentation du nombre de femmes dans les organisations prônant l'extrémisme violent²¹. »

¹⁶ OXFAM. 2017. Young Couples in Good Times and Bad, Social norms that perpetuate violence against women and girls among young Tunisians in periurban areas, Oxfam Research Reports - <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620344/rr-social-norms-violence-against-women-tunisia-120717-en.pdf;sequence=1>

¹⁷ L'UNESCO a à ce propos créé en 2013 un réseau de Femmes africaines pour la promotion de la culture de la Paix en Afrique, mettant l'accent sur le rôle structurel des femmes dans le développement de la paix. Voir: <http://www.unesco.org/new/fr/africa4peace>

¹⁸ Les tâches dédiées aux femmes en Syrie et en Irak varient selon les katiba (groupes de combattants) mais dans la plupart des groupes liée à l'Etat islamique, les femmes ont un rôle de support et bien qu'actives dans l'organisation du groupe, ne peuvent pas porter d'armes. Voir THOMSON, D., 2015. Les Français Djihadistes. Editions Les Arènes.

¹⁹ Le sociologue Khosrokhavar à ce propos illustre bien la présence ainsi que le poids symbolique de l'engagement féminin dans l'extrémisme violent. Voir KHOSROKHAVAR, F. 2015. Radicalisation. Edition de la Maison des Sciences de l'Homme.

²⁰ SJOBERG, L., COOKE, G. D. & NEAL, S. R. 2011. Women, Gender, and Terrorism. P.6. In: SJOBERG, L. & GENTRY, C. E. (eds.) Women, Gender, and Terrorism.

²¹ Le rapport du FTDES/CTRET note un changement dans le rôle des femmes dans les organisations terroristes (ici une interview d'une des auteures): http://www.shemsfm.net/fr/actualites_shems-news/152772/etude-la-femme-accede-au-statut-de-leader-des-groupes-terroristes-en-tunisie



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

Le fait de réaliser que les femmes puissent jouer un rôle multiple dans l'extrémisme politique et religieux reste récent²² selon le même rapport et ceci ne participe pas à une perception claire et dégagée de préjugés pour l'implication des femmes dans la prévention des extrémismes.

Or l'approche féminine de la prévention de la radicalisation ne va pas de soi pour d'autres raisons encore mises en lumière lorsque que celle-ci est confrontée à des enquêtes de terrain. C'est ce que Emily Winterbotham et Elisabeth Pearson ont constaté lors d'une recherche-action menée dans 5 pays différents auprès d'un échantillon de 200 participants²³.

Les principaux enseignements de cette enquête autour de la relation entre les femmes musulmanes et les interventions contre l'extrémisme violent :

- La compréhension de la radicalisation violente est à regret directement associée à l'Islam pour les participants, ce qui provoque chez eux un sentiment de méfiance et de discrimination peu propice à soutenir les politiques de prévention des extrémismes.
- Une fatigue éprouvée envers les politiques de prévention : manque de confiance envers les institutions, doutes sur l'intérêt de la participation des femmes aux politiques de prévention, politiques perçues comme sécuritaires et discriminantes.
- La logique « maternaliste » qui souhaite insister sur le rôle des mères comme faiseuse de paix. Le rôle de pourvoyeuse de soin par nature même s'il est reconnu comme vrai est perçu comme patriarcale et donc la prévention dévolue aux femmes aussi dès lors que les hommes de leurs côtés par ailleurs ne voient aussi que cet angle pour motiver la participation des femmes.
- Les politiques de prévention des extrémismes perçues comme une perte de pouvoir : au-delà des points déjà soulignés, cet engagement est perçu comme une perte potentielle de droit dû à un manque de temps pour s'insérer et à une charge déjà lourde liée à leur travail et à leur famille.
- Pourquoi les femmes ? Que font les institutions ? N'est-ce pas une affaire publique et plus spécifiquement une affaire d'Etat et d'Education, et plus encore une affaire de famille impliquant les pères et la communauté de proximité élargie.

²² CUNNINGHAM, K. J. 2010. Cross-Regional Trends in Female Terrorism. *Studies in Conflict & Terrorism*, 26, 171-195.

²³ Winterbotham E. et Pearson E. : « Different cities, shared stories », *The Rusi Journal*, octobre, novembre 2016 vol 161 pages 54-65.



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

Par ailleurs De façon plus générale, une autre recherche²⁴ rappelle que la compréhension des pratiques exemplaires et des méthodes les plus efficaces en matière de réadaptation et de réinsertion des femmes demeure limitée. L'expérience acquise dans d'autres contextes a montré, par exemple, que la réinsertion socioéconomique et les opportunités sont un facteur clé de réussite, mais que ces programmes sont plus souvent offerts aux hommes qu'aux femmes : « *Une étude de cas sur les femmes qui sont retournées à Boko Haram après avoir terminé les programmes de désengagement a suggéré que la pauvreté, la marginalisation sociale et le manque de possibilités socioéconomiques étaient des facteurs clés*²⁵. De même, la recherche sur le genre et les gangs révèle que les résultats des femmes sur le plan de l'emploi après de courtes peines d'emprisonnement sont trois fois pires que ceux des hommes²⁶. Étant donné que les anciens membres de gangs de femmes citent souvent l'emploi comme une source importante d'aide dans le processus de désengagement, il a été recommandé que les systèmes carcéraux améliorent les programmes de formation professionnelle pour les femmes²⁷ ». Et les mêmes chercheurs ajouteront²⁸ que compte tenu de l'éventail des critiques fondées sur le sexe des pratiques actuelles de CVE (politiques contre l'extrémisme violent), les programmes de CVE efficaces et sensibles au genre nécessitent **un changement de paradigme**²⁹. **Un tel changement exigerait que les femmes participent à la prise de décision, à l'élaboration, la conception et la mise en œuvre de processus de politiques et de programmes de CEV à tous les niveaux, afin de garantir que les femmes soient des agents et des leaders, plutôt que des sujets, dans le domaine du CEV.** Ceci nous amène à faire tout d'abord un état des lieux des bonnes pratiques et puis à montrer la voie par laquelle nous pourrions changer de paradigme.

²⁴ Gender dimensions of the response to returning foreign terrorist fighters: research perspectives CTED trends report february 2019, United Nations Security Council Counter-Terrorism Committee Executive Directorate. Hilary Matfess, 'Rescued and deradicalised women are returning to Boko Haram. Why?' African Arguments, 1 November 2017. ²⁵

²⁶ Christien and Turkington, 'Women, Deradicalization, and Rehabilitation: Lessons from an Expert Workshop,' p. 5. The full report is available online at giwps.georgetown.edu.

²⁷ Ibid note 26.

²⁸ Ibid note 24.

²⁹ Patel, 'The Sultanate of Women: Exploring female roles in perpetrating and preventing violent extremism.'; Giscard d'Estaing, 'Engaging women in countering violent extremism: avoiding instrumentalization and furthering agency.'



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

DEFINITIONS ET ETAT DES LIEUX DE LA RECHERCHE

Exemples de bonnes pratiques en matière d'intégration du genre dans des politiques de prévention des conflits et d'éducation à la paix.

Les femmes et les filles ont une expérience du conflit et de consolidation de la paix très différente de celle des hommes et les garçons. Les femmes sont touchées encore d'avantage dans les situations de conflit en raison des inégalités de genre pré-existante. Pendant le conflit les inégalités sont exacerbées et peuvent se manifester à bien des égards, y compris sexuelle et basée sur la violence de genre, un manque d'accès aux des ressources pour répondre aux besoins et aux responsabilités à un moment où les femmes sont déjà surchargées. L'exemple le plus caricatural récent c'est illustré en Syrie : femmes combattantes Kurdes, femmes Yesidi réduite à l'esclavage y compris sexuel, femmes musulmanes endoctrinées et embringuées dans la constitution d'un pseudo Etat Islamique, servant volontairement à la reproduction des « lionceaux du califat » ... ou de marâtre surveillant les femmes de combattant prête à être remariée...

Les femmes sont aussi sous-représentées dans les conflits formels et les processus de prévention, de reconstruction et de consolidation de la paix. Malgré le fait que les femmes jouent des rôles importants dans la consolidation de la paix à la base, leurs voix sont constamment sous-représentées parmi ceux qui participent à des négociations de paix formelles. Or si ces processus impliquent tout un état et toute une communauté, la présence des femmes est donc primordiale. Toute approche de mise en œuvre l'agenda Femmes, Paix et Sécurité, en Conseil de sécurité des Nations Unies Résolution 1325, doit s'appuyer sur une approche genre et développement. Une approche genre et développement reconnaît qu'une répartition plus juste des responsabilités humaines viser à transformer les rôles des hommes ainsi que ceux des femmes. Cette perspective attire l'attention sur les relations entre les sexes et le changement de la répartition du pouvoir entre les hommes et les femmes, ce qui implique d'inclure les questions culturelles et de statut socio-économique. Par ailleurs, le leadership des femmes consiste également à changer le monde et combattre la violence à l'égard des femmes pour construire l'égalité. Le Leadership des femmes est au centre de la réconciliation et de la résolution des conflits et des efforts de consolidation de la paix qui produisent des résultats pour les familles et les communautés. Tout ceci est au cœur de l'agenda Femmes, Paix et Sécurité et de la résolution 1325 de l'UNSCR et c'est de ce contexte particulier que L'Australie a soutenu la mise en œuvre intégrale de la résolution 1325 depuis son adoption en 2000 et a coparrainé la résolution 1820 en 2008, les résolutions 1888 et 1889 en 2009 et la résolution 1960 en 2010.



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

Démontrant son attachement aux principes des résolutions 1325, 1820, 1888, 1889 et 1960 du Conseil de sécurité des Nations Unies³⁰, l'Australie a entrepris un vaste programme de travail visant à intégrer une perspective de genre dans ses efforts de paix et de sécurité, à protéger les droits fondamentaux des femmes et des filles et à promouvoir leur participation à la société, à la prévention, à la gestion et à la résolution des conflits. Ce travail a été poursuivi dans les agences nationales et internationales, au sein des gouvernements et entre eux, et par le biais d'un engagement avec le secteur non gouvernemental et la société civile.

L'Australie appuie également la mise en œuvre des résolutions, a signé et ratifié les instruments relatifs aux droits de l'homme et au droit international humanitaire et soutient les travaux internationaux sur des questions étroitement liées au programme Femmes, paix et sécurité. Cela comprend des travaux sur la protection des civils, la lutte contre la traite des personnes et le contrôle des armes légères. L'Australie a pris à bras le corps toutes ces réformes. Pour consolider l'important travail déjà en cours et passer à l'étape suivante, le gouvernement australien a annoncé en septembre 2010 qu'il élaborerait un plan d'action national sur les femmes, la paix et la sécurité. Voici un extrait de ce plan :

Le Plan d'action national australien pour les femmes, la paix et la sécurité 2012-2018³¹ (Plan d'action national) a pour objectif :

1. Déclarons l'engagement pris par l'Australie de mettre en œuvre la résolution 1325 et le programme plus large du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité.
2. Établir un cadre clair pour une approche coordonnée pangouvernementale de la mise en œuvre de la résolution 1325 et des résolutions connexes.
3. Identifier les stratégies et les actions que l'Australie entreprendra sur son territoire et à l'étranger pour mettre en œuvre la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et les résolutions connexes, et mesurer l'efficacité de ce travail sur une période de six ans allant de 2012 à 2018.
4. Souligner le travail important accompli par l'Australie, en partenariat avec la communauté internationale, pour répondre aux besoins des femmes, reconnaître leur rôle, promouvoir une

³⁰ Les résolutions du Conseil de sécurité 1325 (2000), UNSCR 1820 (2008), UNSCR 1888 (2009) UNSCR 1889 (2009) and UNSCR 1960 (2010) sont disponible sur le site : <http://www.un.org/documents/scres.htm>

³¹ Australian National Action Plan on Women, Peace and Security 2012–2018, the Department of Families, Housing, Community Services and Indigenous Affairs [Australian National Action Plan on Women, Peace and Security 2012–2018].

participation égale et protéger les droits fondamentaux des femmes et des filles dans les contextes de fragilité, de conflit et d'après-conflit.

Les responsables du plan ont souligné l'importance des associations dans la mise en place du plan : « Les organisations non gouvernementales et de la société civile ont une richesse d'expertise à offrir dans la mise en œuvre de la résolution 1325 et des résolutions connexes. Sur le plan intérieur, cela a été démontré par le travail d'organisations non gouvernementales dans le lobbying et l'élaboration du plan d'action national australien. Sur le plan international, les organisations de la société civile jouent un rôle vital dans la consolidation de la paix, la médiation et l'action humanitaire sur le terrain dans les situations de conflit. Ils apportent un soutien aux femmes et aux filles victimes de violences sexistes et défendent les droits des femmes et des filles auprès des gouvernements. Elles engagent également un dialogue avec les décideurs sur les questions relatives à la paix, la sécurité et la sécurité des femmes aux niveaux régional et mondial. Le rôle important des organisations non gouvernementales et de la société civile est reconnu dans le présent plan d'action national ».

L'ONU a identifié cinq « domaines thématiques » ou « piliers » clés pour la conceptualisation et l'organisation d'activités dans le cadre de la mise en œuvre du programme Femmes, paix et sécurité.¹⁴ Ces cinq domaines thématiques reflètent le contenu de la résolution 1325 et des résolutions connexes, ainsi que le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies 2008-2009. Ces domaines thématiques, ou leurs itérations, ont été renforcés par un certain nombre d'autres pays qui ont élaboré et mis en œuvre des plans d'action nationaux.

C'est dans le cadre de ces cinq domaines thématiques présentés ci-dessous que le gouvernement australien cherche à améliorer les résultats pour les femmes et les filles par le biais du plan d'action national. Ce travail est effectué au sein des agences australiennes compétentes et en partenariat avec la communauté internationale, y compris les gouvernements partenaires, les organisations multilatérales et la société civile³² :

1. Prévention - intégrer une perspective de genre dans les activités et stratégies de prévention des conflits et reconnaître le rôle des femmes dans la prévention des conflits.
2. Participation - Reconnaître le rôle important que jouent déjà les femmes dans tous les aspects de la paix et de la sécurité et renforcer leur participation effective, sur le territoire national et à l'étranger, par les moyens suivants: œuvrer pour une représentation plus équitable des femmes et des hommes dans les institutions australiennes de paix et de

³² Australian National Action Plan on Women, Peace and Security 2012–2018, the Department of Families, Housing, Community Services and Indigenous Affairs [Australian National Action Plan on Women, Peace and Security 2012–2018].

sécurité, et travailler avec les partenaires internationaux pour donner aux femmes locales les moyens de participer aux processus officiels de paix et de sécurité dans les situations de fragilité, de conflit et d'après-conflit dans lesquelles l'Australie opère.

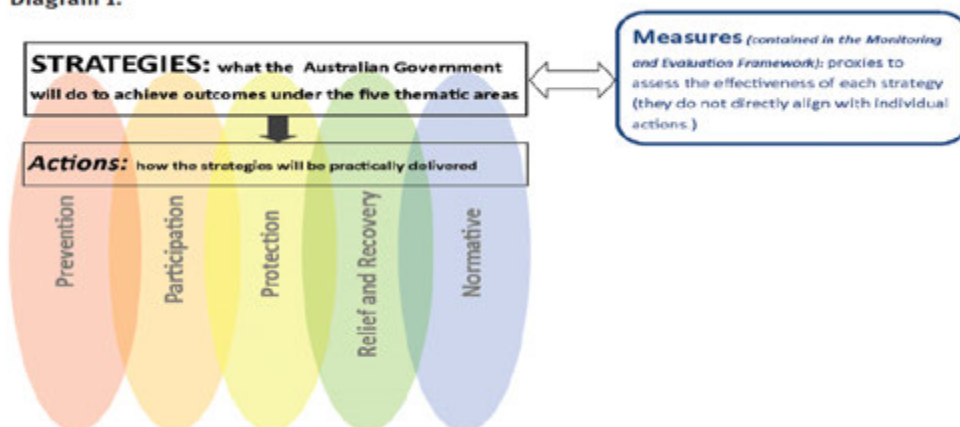
3. Protection - protéger les droits fondamentaux des femmes et des filles en collaborant avec les partenaires internationaux pour assurer la sécurité, le bien-être physique et mental, la sécurité économique et l'égalité, une attention particulière étant accordée à la protection des femmes et des filles contre la violence sexiste.

4. Secours et relèvement - l'intégration d'une perspective sexospécifique dans tous les efforts de secours et de relèvement afin de répondre aux besoins spécifiques et de reconnaître les capacités des femmes et des filles.

5. Norme - sensibiliser à l'élaboration de cadres politiques permettant de faire progresser le programme Femmes, paix et sécurité et à l'élaboration de cadres politiques, et intégrer une perspective de genre dans les politiques gouvernementales en matière de paix et de sécurité.

Une série de mesures de haut niveau pour suivre les progrès du plan d'action national sont décrites dans la PARTIE B : Cadre de suivi et d'évaluation (voir tableaux ci-dessous) . Ces mesures sont attribuées aux stratégies décrites dans cette section du plan d'action national (Voir PARTIE A ci-dessous). Ces mesures sont des approximations permettant d'évaluer l'efficacité de chaque stratégie et ne sont pas directement alignées sur les actions individuelles. La relation entre les domaines thématiques, les stratégies, les actions et les mesures est décrite dans le diagramme 1³³.

Diagram 1.



³³ Australian National Action Plan on Women, Peace and Security 2012–2018, the Department of Families, Housing, Community Services and Indigenous Affairs [Australian National Action Plan on Women, Peace and Security 2012–2018].



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

Voici maintenant les stratégies et actions mises en place³⁴ :

Table 1. Strategies and Actions

STRATEGY 1: INTEGRATE A GENDER PERSPECTIVE INTO AUSTRALIA'S POLICIES ON PEACE AND SECURITY						
ACTION	PREVENTION	PARTICIPATION	PROTECTION	RELIEF AND RECOVERY	NORMATIVE	AGENCIES RESPONSIBLE
1.1 Policy frameworks of relevant Government departments are consistent with the objectives and intent of UNSCR 1325.					✓	Defence, AFP, AusAID, DFAT, FaHCSIA, AGD
1.2 Develop guidelines for the protection of civilians, including women and girls.			✓		✓	ACMC, Defence, AFP
STRATEGY 2: EMBED THE WOMEN, PEACE AND SECURITY AGENDA IN THE AUSTRALIAN GOVERNMENT'S APPROACH TO HUMAN RESOURCE MANAGEMENT OF DEFENCE, AUSTRALIAN FEDERAL POLICE AND DEPLOYED PERSONNEL						
ACTION	PREVENTION	PARTICIPATION	PROTECTION	RELIEF AND RECOVERY	NORMATIVE	AGENCIES RESPONSIBLE
2.1 Assess and further build on training programs for Australian defence, police and civilian personnel to enhance staff competence and understanding of Women, Peace and Security.	✓	✓	✓	✓		Defence, AFP, AusAID, ACMC, DFAT
2.2 Ensure women have opportunities to participate in the AFP, Defence and ADF and in deployments overseas, including in decision-making positions.		✓				Defence, AFP, DFAT, AusAID
2.3 Ensure formalised complaints mechanisms for the safe reporting of allegations of gender-based violence and harassment in Australian peace and security institutions are established and supported.			✓			Defence, AFP, DFAT, AusAID
2.4 Investigate all reports and allegations of gender-based violence involving Australian defence, police, civilian or contracted personnel.			✓			AFP, Defence, AusAID, DFAT

³⁴ Australian National Action Plan on Women, Peace and Security 2012–2018, the Department of Families, Housing, Community Services and Indigenous Affairs [Australian National Action Plan on Women, Peace and Security 2012–2018].



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

STRATEGY 3: SUPPORT CIVIL SOCIETY ORGANISATIONS TO PROMOTE EQUALITY AND INCREASE WOMEN'S PARTICIPATION IN CONFLICT PREVENTION, PEACE-BUILDING, CONFLICT RESOLUTION AND RELIEF AND RECOVERY

ACTION	PREVENTION	PARTICIPATION	PROTECTION	RELIEF AND RECOVERY	NORMATIVE	AGENCIES RESPONSIBLE
3.1 Support domestic non-government organisations, such as the National Women's Alliances, and international civil society organisations to engage in peace and security initiatives, including by raising awareness of UNSCR 1325.					✓	AusAID, FaHCSIA
3.2 Support Australian and international civil society organisations to promote the roles and address the needs of women in the prevention, management and resolution of conflict.	✓	✓	✓	✓		AusAID, FaHCSIA, DFAT
3.3 Invite Australian non-government organisations to nominate a selection of representatives to meet with the Women, Peace and Security Inter-departmental Working Group once a year.					✓	FaHCSIA, Defence, AFP, DFAT, AusAID, ACOM, AGD
3.4 Encourage an understanding of Women, Peace and Security amongst the Australian public.					✓	FaHCSIA



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

STRATEGY 4: PROMOTE WOMEN, PEACE AND SECURITY IMPLEMENTATION INTERNATIONALLY						
ACTION	PREVENTION	PARTICIPATION	PROTECTION	RELIEF AND RECOVERY	NORMATIVE	AGENCIES RESPONSIBLE
4.1 Support capacity building for women in fragile, conflict and/or post-conflict settings through promoting opportunities for women's leadership and participation in decision-making at a country level.	✓	✓		✓		AusAID, AFP, Defence
4.2 Ensure that Australia's humanitarian assistance and recovery programs in conflict and post-conflict situations respect applicable international human rights and refugee law in regards to women and girls, and can be accessed by and benefit diverse groups of vulnerable women and girls.			✓	✓		AusAID
4.3 Support humanitarian action that responds to gender-based violence in crisis situations, with particular regard to health.			✓	✓		AusAID
4.4 Consider the use of specific strategies to promote the participation and protection of women and girls in fragile, conflict and/or post-conflict settings, for example ADF Female Engagement Teams and the use of gender advisers.		✓	✓	✓	✓	Defence, AFP
4.5 Ensure peace processes in which Australia plays a prominent role promote the meaningful participation of women, and consider local women's needs, rights and capacity.		✓	✓	✓		DFAT
4.6 Promote women's involvement in the development of institutions, including national judiciary, security and governance structures in fragile, conflict and/or post-conflict settings so that women can access and benefit from these structures.		✓	✓	✓		AusAID, AFP, Defence



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

Voici maintenant la partie B³⁵ concernant l'évaluation : Les mesures décrites dans ce cadre ont été élaborées pour suivre l'efficacité du plan d'action national au fil du temps et responsabiliser le gouvernement australien dans la mise en œuvre de la résolution 1325 et des résolutions connexes. Les résultats de la consultation, les exemples internationaux et l'ensemble complet d'indicateurs sur les femmes, la paix et la sécurité de l'ONU³⁶ ont éclairé le développement de ces mesures, qui sont applicables au contexte australien.

³⁵ Australian National Action Plan on Women, Peace and Security 2012–2018, the Department of Families, Housing, Community Services and Indigenous Affairs [Australian National Action Plan on Women, Peace and Security 2012–2018].

Contact: Australian Government Office for Women at UNSCR1325@fahcsia.gov.au.

³⁶ United Nations, Women Peace and Security: Report of the Secretary-General, 28 September 2010, S/2010/498.



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

STRATEGY 1: INTEGRATE A GENDER PERSPECTIVE INTO AUSTRALIA'S POLICIES ON PEACE AND SECURITY	
MEASURES	AGENCIES RESPONSIBLE
a. Number, title and description of relevant official policy and guidance documents that contain reference to the Women, Peace and Security agenda or resolutions 1325, 1820, 1888, 1889 and 1960.	Defence, AFP, AusAID
STRATEGY 2: EMBED THE WOMEN, PEACE AND SECURITY AGENDA IN THE AUSTRALIAN GOVERNMENT'S APPROACH TO HUMAN RESOURCE MANAGEMENT OF DEFENCE, AUSTRALIAN FEDERAL POLICE AND DEPLOYED PERSONNEL	
MEASURES	AGENCIES RESPONSIBLE
a. Number and percentage of Australian military, police and civilian personnel deployed in operations that have received training on Women, Peace and Security (including their responsibilities under UNSCR 1325, 1820, 1888, 1889 and 1960), and a description of that training.	Defence, AFP, DFAT, AusAID
b. Number of women and men employed by the Australian Federal Police, Australian Defence Force and Department of Defence, disaggregated by department and level.	AFP, Defence
c. Number of Australian Government employees deployed and posted to conflict and post-conflict settings disaggregated by sex, department and level.	Defence, AFP, AusAID, DFAT
d. The number of reported cases of sexual exploitation and abuse allegedly perpetrated by Australian Government employees deployed to conflict and/or post conflict settings reported to Australian and host government agencies.	Defence, AFP, AusAID



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

STRATEGY 3: SUPPORT CIVIL SOCIETY ORGANISATIONS TO PROMOTE EQUALITY AND INCREASE WOMEN'S PARTICIPATION IN CONFLICT PREVENTION, PEACE-BUILDING, CONFLICT RESOLUTION AND RELIEF AND RECOVERY	
MEASURES	AGENCIES RESPONSIBLE
a. Description of civil society activities funded by the Australian Government that pertain to Women, Peace and Security.	AusAID, FaHCSIA
b. Description of approaches taken by the Australian Government to share information with civil society on the Women, Peace and Security agenda.	FaHCSIA, Defence, AFP, DFAT, APMC
c. Description of domestic educational activities that relate to the promotion of the Women, Peace and Security Agenda.	FaHCSIA, AFP, APMC
STRATEGY 4: PROMOTE WOMEN, PEACE AND SECURITY IMPLEMENTATION INTERNATIONALLY	
MEASURES	AGENCIES RESPONSIBLE
a. Description of international assistance provided for activities pertaining to Women, Peace and Security.	AusAID, Defence, DFAT, APMC, AGD
b. Description of strategies employed by the ADF and AFP to facilitate the engagement and protection of local women in peace and security efforts.	Defence, AFP
c. Description of peace processes in which Australia has played a prominent role.	DFAT
d. Description of institution-building strategies Australia has been involved in that promote Women, Peace and Security.	AusAID, AFP, Defence
e. Number and description of interventions and support of resolutions and policy in the UN Security Council, General Assembly, UN Human Rights Council and other relevant fora addressing Women, Peace and Security issues.	DFAT, FaHCSIA
f. Description of initiatives to contribute to the development of best practice guidance on issues relating to Women, Peace and Security.	DFAT, AusAID, Defence, FaHCSIA, APMC
g. List of Australian women and men in senior UN decision-making positions relating to peace and security.	DFAT, Defence
STRATEGY 5: TAKE A CO-ORDINATED AND HOLISTIC APPROACH DOMESTICALLY AND INTERNATIONALLY TO WOMEN, PEACE AND SECURITY	
MEASURES	AGENCIES RESPONSIBLE
a. Number and key outcomes of Australian Government inter-departmental meetings that address the Women, Peace and Security agenda.	FaHCSIA



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

STRATEGY 3: SUPPORT CIVIL SOCIETY ORGANISATIONS TO PROMOTE EQUALITY AND INCREASE WOMEN'S PARTICIPATION IN CONFLICT PREVENTION, PEACE-BUILDING, CONFLICT RESOLUTION AND RELIEF AND RECOVERY	
MEASURES	AGENCIES RESPONSIBLE
a. Description of civil society activities funded by the Australian Government that pertain to Women, Peace and Security.	AusAID, FaHCSIA
b. Description of approaches taken by the Australian Government to share information with civil society on the Women, Peace and Security agenda.	FaHCSIA, Defence, AFP, DFAT, ACMC
c. Description of domestic educational activities that relate to the promotion of the Women, Peace and Security Agenda.	FaHCSIA, AFP, ACMC
STRATEGY 4: PROMOTE WOMEN, PEACE AND SECURITY IMPLEMENTATION INTERNATIONALLY	
MEASURES	AGENCIES RESPONSIBLE
a. Description of international assistance provided for activities pertaining to Women, Peace and Security.	AusAID, Defence, DFAT, ACMC, AGD
b. Description of strategies employed by the ADF and AFP to facilitate the engagement and protection of local women in peace and security efforts.	Defence, AFP
c. Description of peace processes in which Australia has played a prominent role.	DFAT
d. Description of institution-building strategies Australia has been involved in that promote Women, Peace and Security.	AusAID, AFP, Defence
e. Number and description of interventions and support of resolutions and policy in the UN Security Council, General Assembly, UN Human Rights Council and other relevant fora addressing Women, Peace and Security issues.	DFAT, FaHCSIA
f. Description of initiatives to contribute to the development of best practice guidance on issues relating to Women, Peace and Security.	DFAT, AusAID, Defence, FaHCSIA, ACMC
g. List of Australian women and men in senior UN decision-making positions relating to peace and security.	DFAT, Defence
STRATEGY 5: TAKE A CO-ORDINATED AND HOLISTIC APPROACH DOMESTICALLY AND INTERNATIONALLY TO WOMEN, PEACE AND SECURITY	
MEASURES	AGENCIES RESPONSIBLE
a. Number and key outcomes of Australian Government inter-departmental meetings that address the Women, Peace and Security agenda.	FaHCSIA



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

Bonnes pratiques impliquant les femmes spécifiquement dans la prévention des extrémismes et des radicalisations³⁷.

Malheureusement, cela peut faire partie d'un stéréotype, on dit souvent que les femmes, en tant que mères, sont idéalement placées pour reconnaître les signes avant-coureurs de radicalisation et pour transmettre les impératifs de socialisation et d'inclusion à la génération suivante et que, par conséquent, elles peuvent jouer un rôle crucial dans la prévention et la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent³⁸. Or cela peut engendrer une réaction de responsabilité unilatérale dans la dynamique familiale, les femmes et surtout les mères ayant le sentiment de devoir assumer pour deux. En Europe, la proportion de familles monoparentale peut accentuer ce sentiment. Cependant, comme le soulignent Naureen Chowdhury Fink, Sara Zeiger et Rafia Bhulai dans leur étude sur le rôle des femmes dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, la littérature existante sur ce sujet est encore limitée et les points de vue divergents quant à savoir si les femmes ont effectivement un rôle unique³⁹. Néanmoins, nous rappel les auteurs de notre rapport de référence⁴⁰ : « *l'implication des femmes et l'intégration d'une perspective féminine, selon les spécialistes, optimiserait l'efficacité des efforts PVE / CVE. La plupart soulignent toutefois qu'il convient de reconnaître que les femmes ne constituent pas un groupe homogène⁴¹ et que les femmes ne sont pas intrinsèquement plus pacifiques que les hommes⁴² ».*

³⁷ Les paragraphes et les références sont partiellement traduits du document suivant : Radicalisation and violent extremism – focus on women: How women become radicalised, and how to empower them to prevent radicalisation. Seran DE LEEDE, Independent researcher, Associate fellow for the ICCT Renate HAUPFLEISCH, ÖSB Consulting GmbH, Katja KOROLKOVA, ÖSB Consulting GmbH, Monika NATTER, ÖSB Consulting GmbH, directorate general for internal policies policy department for citizens' rights and constitutional affairs women's rights & gender equality. Disponible en ligne sur <http://www.europarl.europa.eu/supporting-analyses>.

³⁸ Schlaffer, Edit and Kropiunigg, Ulrich (2015), Can Mothers Challenge Violent Extremism? Mothers' perceptions and attitudes of violent extremism and radicalization, Women without borders; Idris, Iffat and Abdelaziz, Ayat (2017), Women and countering violent extremism, GSDRC Helpdesk Research Report 1408, University of Birmingham, referring to Majoran, Andrew (2015), Mothers & Wives: Women's Political Role in Countering Violent Extremism, The Mackenzie Institute; Calfas, Amy (2016), Why Women are the Missing Link in Countering Extremism, Fair Observer; Interview with Karima Sahla, Director of Steunpunt Sabr and Oumnia Works

³⁹ Chowdhury Fink, Naureen, Zeiger, Sara and Bhulai, Rafia eds. (2016), A Man's World? Exploring the Roles of Women in Countering Terrorism and Violent Extremism, Hedayah and The Global Center on Cooperative Security, p. 11.

⁴⁰ Ibid note 252.

⁴¹ Panel discussion on the role of women in countering violent extremism, hosted by the UAE mission to the United Nations, the Georgetown Institute for Women, Peace and Security and UN Women on 27 October 2014. A summary of the outcome of this discussion can be found on: <https://giwps.georgetown.edu/sites/giwps/files/Women%20and%20Countering%20Violent%20Extremism.pdf>

⁴² European Parliament Briefing (2016), Radicalisation and counter-radicalisation, a gender perspective. Available at [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2016/581955/EPRS_BRI\(2016\)581955_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2016/581955/EPRS_BRI(2016)581955_EN.pdf)



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

Un certain nombre de stéréotypes genrés restent à déconstruire comme le fait d'associer automatiquement à la femme le statut de mère et de victime et de les présenter comme des atouts dans la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent⁴³.

Même si le rôle des Mère directement concernées par des départs en Syrie a été déterminant pour susciter des prises de consciences collectives et apporter des témoignages poignant au sein de différentes campagnes de prévention des radicalisations, le rôle des femmes doit dépasser ce cercle restreint et inclure les décideurs, les éducateurs, les membres de la communauté et les activistes⁴⁴.

Le même rapport⁴⁵ indique que « *d'autres travaux montrent que l'inclusion des femmes et d'une perspective féminine peuvent optimiser les dispositifs de PVE / CVE. Premièrement, comme le souligne Chantal de Jonge Oudraat, les femmes apportent des perspectives différentes aux discussions et aux projets concernant la sécurité⁴⁶. Deuxièmement, Erin Saltman et Ross Frenett soulignent que la tendance croissante à la propagande extrémiste violente à l'égard des femmes "souligne la nécessité de mettre en place de meilleurs programmes de prévention et de déradicalisation spécifiques aux femmes⁴⁷".*

De ce point de vue, la connaissance des arguments et des motivations typiquement féminines qui sont mobilisées dans la propagande est précieuse. Il y a trop eu d'études cliniques à ce sujet et les travaux spécifiques permettant de comprendre la motivation des femmes à s'engager dans des radicalisations violentes est encore confinée à des travaux scientifiques peu vulgarisés.

Ensuite, comme l'a déclaré le Forum mondial contre le terrorisme (GCTF):

« *Les relations familiales et communautaires sont des facteurs déterminants dans le processus de radicalisation et les hommes et les femmes font partie de ce processus dynamique. Les*

⁴³ Ibid.

⁴⁴ European Parliament Briefing (2016), Radicalisation and counter-radicalisation, a gender perspective; RAN (2015), The role of gender in violent extremism, RAN Issue Paper 4 December 2015. Available at: <https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we->

⁴⁵ Ibid note 252.

⁴⁶ Gaudry Haynie, Jeannette and de Jonge Oudraat, Chantal (2017), Women, Gender and Terrorism: Policies and Programming, Women in International Security, Policy Brief January 2017. Available at: <http://wiisglobal.org/wp-content/uploads/2014/02/Women-Gender-and-Terrorism-Policies-and-Programming.pdf>

⁴⁷ Saltman, Erin Marie and Frenett, Ross (2016), Female radicalization ISIS and the role of women in CVE, in Chowdhury Fink, Naureen, Zeiger, Sara and Bhulai, Rafia eds. (2016), A Man's World? Exploring the Roles of Women in Countering Terrorism and Violent Extremism, Hedayah and The Global Center on Cooperative Security, p154.



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

efforts de CVE doivent prêter attention au sexe des participants et aux normes sociales et aux attentes de la société associées à l'appartenance à un genre particulier dans leurs sociétés. En accordant une attention particulière à la manière dont les normes sexospécifiques façonnent la vie des gens, il est probable que la programmation CVE destinée aux femmes sera améliorée, ce qui ajoutera probablement une dimension de compréhension et de réactivité à la programmation CVE destinée aux hommes.⁴⁸ ”

Le GCTF soutient également que les praticiens ont observé que les femmes sont souvent considérées comme les gardiennes de leurs communautés et qu'en tant que telles, elles devraient être impliquées dans la création et le maintien d'initiatives CVE (politiques de lutte contre les extrémismes). Le GCTF fait référence à des domaines connexes, tels que le recrutement dans les gangs, où il a été démontré que la participation des femmes contribuait à réduire ce recrutement⁴⁹.

Le rapport⁵⁰ indique à que *différentes études discutent des différentes manières dont les femmes peuvent être impliquées dans la prévention de la radicalisation et la lutte contre l'extrémisme violent. Premièrement, les femmes peuvent aider à élaborer des contre-récits efficaces contre l'extrémisme violent⁵¹. Erin Saltman et Ross Frenett soulignent que, puisque les femmes et les filles adhèrent à ou soutiennent des groupes djihadistes, tels que ISIS / Da'esh, des contre-récits spécifiques au genre devraient être proposés. Ils nous disent que les modèles féminins, que ce soit en tant que personnalités publiques ou célébrités, ou en tant que jeunes peuvent être impliqués dans des campagnes visant saper les valeurs extrémistes⁵². Ils expliquent également qu'une analyse du discours publiée dans les médias sociaux de femmes occidentales en Syrie et en Iraq montre que les jeunes femmes et les filles expriment les difficultés auxquelles elles sont confrontées pour quitter leur famille, en particulier leur mère. Saltman et Frenett soutiennent que "la voix de la mère est un contre-discours au processus de radicalisation qui est importante si elle est suffisamment informée⁵³".*

⁴⁸ Global Counterterrorism Forum – GCTF (2016), Good practices on women and countering violent extremism, 29 March 2016, p. 2.

⁴⁹ Ibid., pp. 8, 9.

⁵⁰ Ibid note 252.

⁵¹ Idris, Iffat and Abdelaziz, Ayat (2017), Women and countering violent extremism, GSDRC Heldesk Research Report, University of Birmingham; RAN (2015), The role of gender in violent extremism, RAN Issue Paper 4 December 2015. Available at: https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/radicalisation_awareness_network/ran-papers/docs/issue_paper_gender_dec2015_en.pdf

⁵² Chowdhury Fink, Naureen, Zeiger, Sara and Bhulai, Rafia eds. (2016), A Man's World? Exploring the Roles of Women in Countering Terrorism and Violent Extremism, Hedayah and The Global Center on Cooperative Security, p. 155.

⁵³ Ibid., p. 154.



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

Le GCTF suggère que les récits alternatifs qui parlent explicitement aux femmes et aux filles et mettent l'accent sur les preuves d'attaques, d'abus et les restrictions imposées aux femmes et aux filles dans le califat pourraient aider à contredire les discours extrémistes violents qui offrent « *une panacée pour les femmes et les filles*⁵⁴ ». Le GCTF nous rappelle également que les anciennes femmes extrémistes violentes pourraient aider à formuler des contre-récits crédibles⁵⁵.

Enfin ce même rapport suggère que « *d'autres chercheurs soulignent que les activités de prévention devraient cibler des facteurs d'incitation et d'attraction spécifiques qui rendent les femmes et les filles vulnérables au recrutement et à la radicalisation, et que la programmation CVE devrait répondre spécifiquement aux besoins des femmes et des filles*⁵⁶. Comme le souligne le GCTF, les groupes extrémistes violents les femmes et les filles pour les soutenir en exploitant leurs griefs et leurs hypothèses sur le rôle des hommes et des femmes, une réponse efficace nécessite une programmation distincte répondant à ces griefs et besoins⁵⁷. En outre, une étude combinée de l'ICCT, du Centre mondial de la sécurité coopérative et du GCTF souligne que *d'anciens extrémistes violents qui jouent le rôle de mentors auprès de jeunes en difficulté ont réussi à encourager les jeunes à réfléchir à leur vision du monde*⁵⁸. *Inclure les ex-extrémistes violentes de sexe féminin peut s'avérer bénéfique pour les efforts de déradicalisation des femmes et des filles*⁵⁹. Par ailleurs, les chercheurs sont convaincus que dans certains cas, les femmes sont plus à même d'intervenir du fait des différences de genre et des attentes culturelles⁶⁰ ».

⁵⁴ Global Counterterrorism Forum – GCTF (2016), Good practices on women and countering violent extremism, 29 March 2016, p. 6.

⁵⁵ Ibid., p 6.

⁵⁶ Ibid., p. 181; RAN (2015), The role of gender in violent extremism, RAN Issue Paper 4 December 2015; Global Counterterrorism Forum – GCTF (2016), Good practices on women and countering violent extremism, 29 March 2016, p 5

⁵⁷ Ibid., p 3.

⁵⁸ Global Center on Cooperative Security (2016), Rehabilitating Juvenile Violent Extremist Offenders in Detention Advancing a Juvenile Justice Approach, ICCT, GCTF, December 2016, p. 8.

⁵⁹ Global Counterterrorism Forum – GCTF (2016), Good practices on women and countering violent extremism, 29 March 2016, p 6.

⁶⁰ Idris, Iffat and Abdelaziz, Ayat (2017), Women and countering violent extremism, GSDRC Heldesk Research Report, University of Birmingham, p 7.



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

PERSPECTIVES

L'ensemble des réflexions à la fois sur l'éducation à la Paix, la radicalisation au féminin et les bonnes pratiques dans le leadership féminin nous incitent à rejoindre la proposition de Patel pour un changement de paradigme dans la manière dont le leadership féminin s'empare des questions d'éducation à la paix et de prévention des extrémismes. Commençons pas ce dernier point. C'est sans doute le plus difficile car, comme nous l'avons déjà souligné précédemment, la question des retours de zone de combats est encore très mal gérée dans beaucoup de pays tant pour les hommes et encore d'avantage pour les femmes et les enfants concernés. De plus, la prévention des extrémismes souffre de manière générale d'un manque de fondements scientifiques et d'études des facteurs psychologiques et des vulnérabilités psychosociales impliquées dans les processus de radicalisations islamistes et d'extrêmes droites. Cependant le croisement des bonnes pratiques déjà mentionnées dans le leadership féminin croisé avec les enseignements des radicalités au féminin nous autorise à faire de premières recommandations qui mériteront bien évidemment d'être confrontées aux futurs recherches et pratiques dans ce champ spécifique.

Dix recommandations et considérations pour les programmes de prévention et d'intervention destinés aux femmes :

1 « Cibler les facteurs d'incitation et d'attraction spécifiques aux femmes qui les exposent à un risque de radicalisation et de recrutement. Daesh a produit un récit hautement sexospécifique dans lequel les femmes se voient proposer des concepts alternatifs de liberté et d'autonomisation, fondés sur les vertus islamiques. Dans ce récit, le féminisme occidental est décrit comme impérialiste et exclusivement avantageux pour les femmes blanches, ne laissant quasiment aucune place aux femmes islamiques et à leurs valeurs. Daesh promet aux femmes l'occasion de se libérer des principes superficiels et matérialistes qui leur sont imposés par l'Occident et de revendiquer leur véritable identité selon les intentions de Dieu. En affirmant que les femmes sont l'espoir de la Oumma, Daesh nourrit cette rhétorique et promet aux femmes un point de vue, un sens et une estime de soi. Ce message de propagande qui touche différentes femmes et filles, suggère que la recherche de l'appartenance et du sens de la vie est un facteur important dans la radicalisation de femmes et de filles différentes. Les efforts de prévention et d'intervention devraient incorporer cela dans leurs programmes⁶¹».

⁶¹ Ibid note 299.



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

2 « S'attaquer aux vulnérabilités spécifiques aux femmes susceptibles d'accroître l'exposition des femmes et des filles à la radicalisation. Un pratiquant néerlandais affirme par exemple que les filles à la recherche de réponses concernant leur sexualité au sein de l'islam courent un risque accru d'être ciblées par les recruteurs, en particulier si de telles questions ne sont pas abordées dans la sphère familiale⁶². Une programmation visant à répondre à ces questions et à sensibiliser les parents au sujet de cette exposition accrue pourraient aider à éviter cette vulnérabilité⁶³».

3 « Reconnaître les facteurs habitants spécifiques aux femmes. Les recherches montrent que les femmes et les filles subissent dans la radicalisation des facteurs favorables différents de ceux de leurs homologues masculins. Une étude de Pearson et Winterbotham indique par exemple que les femmes islamistes, en raison de leur choix de tenue vestimentaire, courent un risque accru de discrimination, ce qui peut entraîner un sentiment d'exclusion⁶⁴. Cela pourrait conduire à une vulnérabilité accrue à la radicalisation. Les stratégies et les programmes de prévention et d'intervention visant l'identité et la résilience devraient tenir compte de cette différence entre les sexes⁶⁵».

4 « Tenir compte des problèmes propres aux femmes dans les programmes d'intervention et de réinsertion. Conformément aux conclusions du Réseau de sensibilisation à la radicalisation (RAN), les efforts d'intervention doivent être adaptés aux besoins de chaque individu. En général, une telle approche comprendra un encadrement individuel, un soutien familial et des conseils psychologiques et religieux. RAN signale que très souvent, les femmes et les filles qui ont rejoint ou tenté de rejoindre Daesh ont des relations familiales troublées et des antécédents d'abus et / ou de violence sexuelle. En outre, dans le cas des femmes ou des filles qui retournent dans leur famille, il convient de traiter les problèmes liés à l'honneur et à la honte. Dans ces cas, RAN recommande de procéder à une évaluation des risques pour déterminer s'il est sans danger pour ces femmes ou ces filles de rentrer chez elles⁶⁶».

5 « Sensibiliser à l'exposition accrue des femmes au recrutement en ligne et aux tactiques de recrutement en ligne spécifiques aux femmes. Il est généralement admis qu'Internet peut

⁶² Ibid note 299, Entretien avec Esma Salama le 18 octobre 2017.

⁶³ Ibid note 299.

⁶⁴ Pearson, Elizabeth et Winterbotham, Emily (2017), Femmes, genre et radicalisation de Daesh, The RUSI journal, 162: 3, 60-72.

⁶⁵ Ibid note 299.

⁶⁶ RAN (2015), Le rôle du genre dans l'extrémisme violent, Document de réflexion RAN 4 décembre 2015. Disponible à l'adresse:

[https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-](https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/radicalisation_awareness_network/ran-papers/docs/issue_paper_gender_dec2015_fr.pdf)

[do/networks/radicalisation_awareness_network/ran-papers/docs/issue_paper_gender_dec2015_fr.pdf](https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/radicalisation_awareness_network/ran-papers/docs/issue_paper_gender_dec2015_fr.pdf)



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

jouer un rôle crucial dans les processus de radicalisation. Des études suggèrent que les femmes et les filles islamiques sont davantage exposées à la radicalisation en ligne, car les normes et attentes sexospécifiques traditionnelles ont une incidence sur la manière dont les femmes s'engagent dans la sphère publique⁶⁷. Par conséquent, il est important de mieux faire connaître les stratégies de recrutement utilisées sur les médias sociaux et de réagir à un stade précoce, par exemple à travers l'éducation⁶⁸».

6 « Profitez de l'opportunité offerte par Internet. Internet peut être un outil important pour diffuser des contre-discours et lutter contre la radicalisation en déployant la même tactique que les recruteurs. Les contre-récits efficaces nécessitent de traiter des problèmes spécifiques aux femmes. En outre, il existe des programmes permettant d'identifier les femmes et les filles à la recherche de réponses en ligne. Un agent peut atteindre ces femmes et éventuellement les inviter dans un réseau fermé où elles peuvent tenter d'éloigner la femme ou la fille des messages extrémistes⁶⁹».

7 Financer et proposer des campagnes féminines d'engagement positifs pour la communauté : volontariat, emplois spécifiques avec bourse et formations qualifiantes. Domaines visés : l'écologie, l'éducation, le social. Ceci est repris de la manière suivante dans les propositions du GCTF : « *Garantir l'implication des femmes et des filles dans le développement et la diffusion de discours inclusifs contre l'extrémisme violent. Les femmes sont bien placées pour engendrer des changements, surtout au niveau de la communauté, et devraient pouvoir prendre la responsabilité du développement et de la diffusion de discours inclusifs contre l'extrémisme violent et le terrorisme. Par exemple, les leaders féminines communautaires peuvent servir de voix crédibles pour promouvoir des alternatives positives et militer contre la violence. Les organisations de femmes telles que les clubs d'écoute de la radio représentent de grandes sources d'influence, notamment dans les communautés isolées ou vulnérables. Les anciennes extrémistes violentes et victimes féminines peuvent également souligner la violence et le traumatisme infligés par le terrorisme, et exprimer clairement les conséquences du terrorisme sur les familles et les communautés. Ces discours inclusifs devraient explicitement s'exprimer sur la radicalisation et le recrutement des femmes en vue de l'extrémisme violent. Impliquer les femmes et les filles contribue à formuler et diffuser des discours inclusifs qui peuvent connaître une grande résonance au sein de leurs groupes et de leurs réseaux d'influence (auprès des jeunes à risque, par exemple). Pour cela, il faudra peut-être renforcer les capacités des femmes et des filles à formuler des contenus inclusifs, des*

⁶⁷ Voir, par exemple, Pearson, Elizabeth et Winterbotham, Emily (2017), Femmes, genre et radicalisation de Daesh, The RUSI journal, 162: 3, p. 60-72

⁶⁸ Ibid note 299.

⁶⁹ Ibid note 299.



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

stratégies de sensibilisation et de communication, et travailler avec les médias, notamment les médias sociaux⁷⁰».

8 Protéger les droits fondamentaux des femmes et des filles⁷¹, « notamment à l'égalité, à la non-discrimination et à la participation égalitaire, et garantir que les stéréotypes et l'instrumentalisation des femmes et des filles n'aient pas leur place dans les efforts de lutte contre l'extrémisme violent. La promotion et la protection des droits fondamentaux des femmes sont indissociables des efforts d'inclusion des femmes et des filles et de la prise en compte des problématiques hommes-femmes dans la lutte contre l'extrémisme violent. Les préoccupations relatives aux droits fondamentaux des femmes motivent souvent leur engagement dans la lutte contre l'extrémisme violent, ou bien y font barrage (...). Ces barrières doivent être abattues pour permettre aux femmes et aux filles de contribuer efficacement et en toute sécurité aux efforts de lutte contre l'extrémisme violent. Cela doit être fait de manière nuancée, eu égard aux importantes différences en termes de droits des femmes et d'égalité entre les sexes. Dans certains environnements, les femmes et les filles risquent d'être instrumentalisées et leurs droits compromis au nom de la lutte contre le terrorisme et de la lutte contre l'extrémisme violent. L'exploitation, réelle ou perçue, des relations entre les autorités et les femmes et les filles à des fins sécuritaires (la collecte de renseignements par exemple) peut susciter la méfiance et s'avérer contre-productif pour la lutte contre l'extrémisme violent ».

9 Concevoir des programmes de démobilisation, réhabilitation et réinsertion tenant compte de l'appartenance sexuelle qui répondent aux besoins spécifiques des femmes et des filles en voie de radicalisation terroriste ou impliquées dans l'extrémisme violent « En général, peu de programmes sont conçus pour les femmes et les filles qui souhaitent sortir de la radicalisation, quitter un groupe extrémiste ou se réinsérer dans leur communauté. Pourtant, les femmes et les filles présentes dans les groupes extrémistes violents et terroristes n'ont pas les mêmes motivations, rôles, et expériences que les hommes. Les facteurs conduisant à l'implication des femmes et des filles varient également selon les rôles qu'elles jouent au sein des groupes terroristes : elles peuvent être combattantes, recruteuses, sympathisantes ou simples partisans. Les femmes et les filles, en outre, peuvent faire elles-mêmes l'expérience de violences, d'agressions de la part des membres du groupe, et, dans certains contextes, des forces de sécurité. Pour être efficaces, les programmes de démobilisation, réhabilitation et

⁷⁰ GCTF Good Practices on Women and Countering Violent Extremism ... <https://www.thegctf.org/.../1/.../GCTF-Good-Practices-on-Women-and-CVE-FRE.pdf>.

⁷¹ Proposition reprise du rapport : GCTF Good Practices on Women and Countering Violent Extremism ... <https://www.thegctf.org/.../1/.../GCTF-Good-Practices-on-Women-and-CVE-FRE.pdf>.



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

réinsertion doivent être sensibles à l'appartenance sexuelle et tenir compte de ces expériences diverses, ainsi que des obstacles et difficultés auxquels les femmes et les filles doivent parfois faire face. Les programmes devraient envisager comment les femmes et les filles en particulier peuvent sortir de ces groupes et imaginer des options de réintégration qui prennent en considération leurs besoins et expériences spécifiques⁷²».

10 Impliquer les femmes et les filles et prendre en compte les problématiques hommes-femmes dans les efforts de mobilisation communautaire et de police communautaire pour la lutte contre l'extrémisme violent, grâce à de véritables partenariats fondés sur la confiance et la poursuite d'objectifs communs⁷³.

Des études ont révélé que les femmes, et notamment les mères, détiennent l'autorité au sein des familles et des communautés, ce qui peut se traduire par une influence positive contre l'extrémisme violent. Les praticiens ont observé à maintes reprises que les femmes sont les gardiennes de la communauté et, qu'en tant que telles, elles devraient être impliquées dans la création et le maintien des initiatives de lutte contre l'extrémisme violent. Dans des domaines connexes, il a été démontré que l'implication des mères pouvait concourir à endiguer le recrutement par les gangs, et que l'intégration de femmes dans les forces de police peut aider à limiter l'usage excessif de la force, réduire les tensions communautaires et offrir des opportunités aux communautés marginalisées⁷⁴

Comme nous l'avions indiqué en introduction, la prise en compte des spécificités de genre doit s'intégrer directement dans les politiques de prévention des extrémismes en direction des femmes, c'est le sens des propositions que nous venons de développer. Mais ceci n'est valable malheureusement que quand le mal est déjà en cours. Nous aimerions maintenant faire des propositions en ce qu'il concerne l'implication des femmes leaders dans la prévention des extrémismes, non pas en tant que bénéficiaire mais en tant que prescripteur. Car nous pensons que l'apport des femmes leaders est précieux dans ce combat. Les premières recommandations sont supra-genre c'est-à-dire au-delà des questions de féminité ou de masculinité. Elle relève de réflexions stratégiques à intégrer en amont des propositions plus spécifiques au niveau de la prise en compte du genre et du rôle spécifique du leadership féminin.

⁷² Proposition reprise in extenso du rapport : GCTF Good Practices on Women and Countering Violent Extremism ... <https://www.thegctf.org/.../1/.../GCTF-Good-Practices-on-Women-and-CVE-FRE.pdf>.

⁷³ Ibid.

⁷⁴ GCTF, Bonnes pratiques sur l'utilisation de la mobilisation communautaire et de la police communautaire pour lutter contre l'extrémisme violent, Bonne pratique 5. www.theGCTF.org.



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

Recommandations à propos du leadership féminin pour la prévention des extrémismes⁷⁵.

1 « Faciliter et stimuler les initiatives locales venant du ‘terrain’. En général, il a été reconnu que les efforts de prévention ascendants sont plus efficaces que les approches descendantes. Les initiatives locales venant du terrain sont conscientes de la situation dans leurs communautés et bénéficient de la confiance des communautés dont elles font partie. Par conséquent, de telles initiatives sont souvent mieux placées pour identifier les griefs des communautés, ce qui en fait des partenaires clés pour élaborer des programmes de prévention efficaces⁷⁶». Il est vrai qu'étant donné la défiance des personnes tentés par toutes formes de radicalités envers les autorités, il est plus judicieux de favoriser les acteurs de terrain, plus proches des jeunes à viser. Par ailleurs la relation de confiance à créer demande à être libérée des modalités de représentation d'un pouvoir notamment politique. L'indépendance et la neutralité sont des qualités incontournables pour les espaces de médiations socioculturelles envisagés. « D'autre part, les initiatives locales peuvent tirer parti de l'expertise existante (académique) en matière de radicalisation. Une alliance entre les initiatives locales et les institutions gouvernementales optimise les efforts de prévention⁷⁷ ». Ceci a été avéré dans le plan français de lutte contre les radicalisations de 2018 qui dans ces mesures phares a prévu l'implication des collectivités locales (départements, municipalités) et l'implication des chercheurs. Tout ceci est confirmé par un autre rapport⁷⁸ : « donner la priorité à la mobilisation au niveau de la base avec les femmes de la société civile et les acteurs de la société civile qui travaillent dans le domaine des droits des femmes, afin de s'appuyer sur les pratiques locales et d'encourager l'appropriation locale. Pour s'assurer que la lutte contre l'extrémisme violent est spécifique au contexte et localisée, il est essentiel pour les pouvoirs publics de consulter les femmes à l'échelle locale afin de savoir comment elles évaluent leurs besoins et priorités, mais également l'efficacité des réponses. Lorsqu'ils sont perçus comme pilotés de

⁷⁵ Certaines propositions et les références correspondantes sont partiellement traduits du document suivant : Radicalisation and violent extremism – focus on women: How women become radicalised, and how to empower them to prevent radicalisation. Seran DE LEEDE, Independent researcher, Associate fellow for the ICCT Renate HAUPFLEISCH, ÖSB Consulting GmbH, Katja KOROLKOVA, ÖSB Consulting GmbH, Monika NATTER, ÖSB Consulting GmbH, directorate general for internal policies policy department for citizens' rights and constitutional affairs women's rights & gender equality. Disponible en ligne sur <http://www.europarl.europa.eu/supporting-analyses>. Chaque référence extraite de ce même rapport fera l'objet d'un renvoi à cette note.

⁷⁶ Ibid note 299.

⁷⁷ Ibid note 299, Entretien avec Karima Sahla, directrice de Steunpunt Sabr, une organisation néerlandaise à but non lucratif qui vise à aider les femmes et leurs familles ayant besoin de soins pour des problèmes sociaux et psychologiques. L'entretien a eu lieu le 16 octobre 2017.

⁷⁸ GCTF Good Practices on Women and Countering Violent Extremism ... <https://www.thegctf.org/.../1/.../GCTF-Good-Practices-on-Women-and-CVE-FRE.pdf>.



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

l'extérieur ou imposés d'en haut, les programmes risquent de manquer de légitimité (..). Il convient également de développer des partenariats hors des centres urbains, y compris avec les petites organisations, les jeunes membres de la communauté et ceux qui n'appartiennent pas à l'élite. Pour garantir que les efforts sont durables et ancrés localement, il faut s'appuyer sur les pratiques locales existantes des femmes et acteurs de la société civile travaillant avec des femmes, et faciliter les liens entre ces efforts et les processus formels de lutte contre l'extrémisme violent, tout en protégeant l'appropriation locale ».

2 « Évitez de diaboliser des groupes spécifiques. L'Institut australien de la politique stratégique (ASPI) a trois suggestions pour y parvenir. Premièrement, les efforts de prévention devraient privilégier une approche multiethnique plutôt que de s'engager avec des groupes ethno-religieux spécifiques pour éviter l'étiquetage⁷⁹». Cette problématique de la non stigmatisation a été très présente dans les critiques adressées au programme PREVENT au Royaume Uni. Elle a également été retenue comme variable contribuant à la polarisation des débats et donc in fine à la radicalisation des opinions. Ce qui nécessite, dans le cas de l'implication de femmes dans la prévention, d'éviter de n'avoir que des femmes musulmanes par exemple. Il est suggéré ici de mixer des logiques de genre à celle de l'interreligieux et de l'interculturel.

« Deuxièmement, les efforts de prévention devraient être strictement dirigés par des organisations de la société civile, sans aucun lien avec les opérations de sécurité ou de renseignement. Les interventions axées sur la sécurité devraient être réservées aux initiatives de lutte contre la fraude⁸⁰ ». Ceci est un point très sensible. En effet, les politiques hard de répression doivent être menées stricto sensu par les acteurs de la répression. Le mélange confusionnant des genres en France eu sein de la politique de lutte contre les radicalisations à entraîner une perte de repère et d'efficacité. Les acteurs du hard (répression) reprochant aux acteurs du Soft (prévention) de ne pas jouer leurs jeux...alors que ces derniers, dénaturés dans leurs fonctions n'ont pas pu se concentrer sur la prévention.

« Troisièmement, les programmes de prévention sont plus efficaces s'ils ont un objectif plus large que la simple lutte contre ou la prévention de l'extrémisme violent. En mettant l'accent sur la création de communautés fortes, inclusives et résilientes et sur le traitement des problèmes qui les préoccupent, on crée une base solide de soutien pour le programme⁸¹ ». C'est sans doute sur cet aspect que le plan Français est le plus faible. Non seulement le répressif a

⁷⁹ Ibid note 299.

⁸⁰ Ibid note 299, Patel, Sofia (2017), Le Sultanat des femmes, explorant les rôles des femmes dans la perpétration et la prévention de l'extrémisme violent, Institut australien de politique stratégique, février 2017, p. 34-35.

⁸¹ Ibid note 299.



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

envahi le préventif, mais la prévention en amont n'a reçu aucun moyen financier, ces derniers étant fléchés exclusivement vers le traitement quand le mal est déclaré. Le mal de la société française est donc triple et peut servir de contre-exemple à ne pas suivre :

- Pas de conception ni d'évaluation scientifiques des outils de lutte et de prévention tertiaire.
- Pas de conception et de développement de programme et d'outils en prévention primaire et secondaire sauf au niveau des contre discours et des supports numériques.
- Pas de construction d'une société inclusive basé sur des critères actualisés de justice sociale.

A ce niveau, les modèles d'Europe du Nord, d'Amérique du Nord et d'Océanie⁸² peuvent servir d'étalon car, à contrario, ils tendent à respecter 3 niveaux d'action dans leurs politiques de prévention :

- Le niveau micro : de vrais programmes de mentorat et de suivi en travaillant tous les aspects des difficultés et des ressources de vie des jeunes concernés.
- Le niveau mezzo : mise en place de projet de résilience communautaire.
- Le niveau macro : politiques de co-développement, d'inclusion et de justice sociale.

3 « Offrir une formation à tous les professionnels travaillant avec des femmes et des filles radicalisées islamistes. La radicalisation est un phénomène complexe. Tous les professionnels qui s'occupent de femmes et de filles islamistes radicalisées doivent être conscients de la dynamique multiforme de la radicalisation (féminine), de la meilleure approche à adopter pour les femmes radicalisées et de leurs familles, et de la manière dont ils peuvent offrir soutien et conseils. La formation devrait prendre la forme d'études de cas et s'adresser directement à des experts ayant traité de nombreux cas. Tous ceux qui travaillent avec des extrémistes devraient pouvoir bénéficier d'un service d'assistance téléphonique afin qu'ils puissent discuter de cas difficiles avec des experts et prendre les bonnes décisions⁸³». Nous pourrions ajouter qu'un éclairage particulier sur les motivations spécifiques des femmes à rejoindre des mouvements extrémistes et violents serait essentiel. De même qu'il serait nécessaire de former les mêmes acteurs à des programmes de désistance (voir partie II du présent rapport).

4 « Stimuler et faciliter la coopération entre les initiatives existantes dans un réseau de soutien (en ligne). Les organisations de différents États membres européens qui luttent contre la radicalisation féminine peuvent tirer profit des expériences des autres. Cependant, les

⁸² Voir partie 4 du rapport.

⁸³ Ibid note 299.



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

infrastructures sociales diffèrent souvent d'un État membre à l'autre. Par conséquent, il n'est pas toujours possible de transférer des approches réussies. Il est possible d'apprendre des succès mais ils ne peuvent pas nécessairement être transférés⁸⁴».

Les propos tenus ici sur la dynamique Européenne et ses difficultés peuvent s'appliquer également à la dimension Nord-Sud ainsi qu'aux pays faisant partie de l'aire géographique MENA (voir partie IV du présent rapport).

5 « Encourager les femmes à participer aux efforts de prévention. Les femmes peuvent apporter une contribution précieuse aux efforts de PVE / CVE en tant que mentors, organisateurs communautaires, agents d'intervention, mères, sœurs, conseillers en politiques, éducatrices et professionnels de la santé. Les politiques et les programmes devraient encourager les femmes, leur fournir l'espace nécessaire et leur offrir une formation (supplémentaire) pour les soutenir dans leurs efforts⁸⁵». Le succès de l'inclusion des femmes dans les politiques PVE/CVE réside effectivement dans la formation. Or il est nécessaire de partager des ressources efficaces dans les formations, ce que nous avons développé dans la partie V et VII du présent rapport. L'aspect économique de cette participation est également déterminant : le temps consacré à la prévention des extrémismes devrait pouvoir être valorisé financièrement. Cela paraît être une condition incontournable dans tous les pays où les femmes participent à l'équilibre économique du foyer et à leur propre émancipation.

6 « Sauvegarder la qualité des programmes de prévention et d'intervention. Le nombre d'organisations travaillant dans le domaine de la prévention et de l'intervention a rapidement augmenté. Afin de préserver la qualité de tels programmes, il est essentiel de poser des questions telles que: le programme est-il étayé par des résultats académiques? Est-ce évalué? Est-ce référencé au niveau administratif? Ces questions doivent être sérieusement examinées afin de s'assurer que le groupe ciblé bénéficie du soutien approprié et le plus approprié⁸⁶». La question du « contrôle qualité » est essentielle. Nous renvoyons ici aux indicateurs de réussite d'un programme de prévention des radicalisations tels que nous les avons présentés dans la partie III du rapport.

7 Valoriser des parcours de femmes exemplaires émanant de différentes religions et de différentes cultures. Montrer leurs engagements non violents et leurs impacts sur leurs

⁸⁴ Ibid note 299, Entretien avec Esma Salama le 18 octobre 2017. Esma Salama est la conceptrice de DIAMANT, un programme de déradicalisation hautement apprécié aux Pays-Bas.

⁸⁵ Ibid note 299.

⁸⁶ Ibid note 299, Entretien avec Esma Salama on 18 Octobre 2017.



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

communautés/lieux de résidence. Ces portraits et storytelling sont très importants comme possibilités d'identifications positives. Ces capsules vidéo pourront s'insérer au sein de campagnes numériques notamment pour financer la formation des femmes souhaitant s'engager pour des causes sociales, humanitaires et écologiques.

8 Faire connaître et valoriser les dispositifs de prévention destinés aux femmes : la médiatisation et la reconnaissance par la communauté au sens large étant nécessaire à la légitimation de ce type d'action et au fait de leur donner un impact social fort pour concurrencer d'autres modèles par ailleurs négatifs d'inclusion (extrémismes, gangs, bandes...).

8 : Développer un cadre permettant aux femmes dans la société civile et aux acteurs de la société civile œuvrant pour les droits des femmes, notamment les groupes de femmes, d'accéder aux ressources et d'entreprendre des activités de lutte contre l'extrémisme violent⁸⁷ : « *Pour être efficaces, les femmes de la société civile et les organisations de la société civile concernées ont besoin d'un espace politique suffisant, ainsi que des ressources appropriées pour réussir. Il est nécessaire de renforcer leurs capacités et de limiter les risques spécifiques (réactions négatives de la part des familles et communautés, menaces de représailles de la part des extrémistes violents, etc.). Il convient également d'identifier, prévenir et répondre au potentiel effet dissuasif de la législation antiterroriste sur les donateurs bien intentionnés et les initiatives de la société civile. Ensuite, pour faciliter l'accès aux financements des petites organisations de la société civile, souvent dirigées par ou orientées vers les femmes et les filles, il faut améliorer les conditions et procédures d'attribution des subventions, telles que les exigences relatives aux audits et aux rapports. Autre stratégie possible : exiger des plus gros bénéficiaires qu'ils accordent plusieurs petites subventions aux organisations locales. Enfin, il convient de proposer des garanties juridiques adéquates pour que la société civile puisse prendre des initiatives sur les femmes et la lutte contre l'extrémisme violent dans les communautés vulnérables et auprès d'individus à risque, sans craindre d'être accusée de soutenir les terroristes ».*

10 : Mobiliser les femmes et les filles tout au long de leur scolarité et dans des environnements pédagogiques formels et informels pour lutter contre l'extrémisme violent⁸⁸.

⁸⁷ GCTF Good Practices on Women and Countering Violent Extremism ...
<https://www.thegctf.org/.../1/.../GCTF-Good-Practices-on-Women-and-CVE-FRE.pdf>.

⁸⁸ GCTF Good Practices on Women and Countering Violent Extremism ...
<https://www.thegctf.org/.../1/.../GCTF-Good-Practices-on-Women-and-CVE-FRE.pdf>.



Interfaith & Peacebuilding
Research and training Center

Royaume du Maroc



Rabita Mohammadia des Oulémas

« À de nombreux égards, l'éducation peut renforcer la résilience et limiter le recrutement et la radicalisation conduisant à l'extrémisme violent et au terrorisme dans toutes ses formes et manifestations⁸⁹. Cela nécessite de faciliter l'accès et la protection des établissements pédagogiques officiels et officieux, religieux ou laïques, en tant qu'espaces sécurisés pour tous, notamment pour les filles et les jeunes femmes. L'éducation améliore les capacités des jeunes femmes et des filles à renforcer la résilience des autres femmes, de leur famille et de leur communauté. Peuvent s'avérer particulièrement utiles les supports et activités pédagogiques destinés aux filles et aux jeunes femmes axés sur, entre autres, l'éducation civique et la responsabilité, l'engagement communautaire, la tolérance, le dialogue interconfessionnel et les droits humains. Le secteur de l'éducation doit également lutter contre les inégalités entre hommes et femmes, mais aussi contre les facteurs liés au sexe et aux rôles sociaux imposés par l'appartenance sexuelle, susceptibles d'encourager l'extrémisme violent, notamment chez les filles et les femmes. Cela implique d'améliorer l'accès des filles et des jeunes femmes à l'éducation et de garantir leur participation aux initiatives pédagogiques spécifiques à la lutte contre l'extrémisme violent ».

⁸⁹ Les bonnes pratiques relatives à l'éducation sont énoncées dans le Mémoire d'Abou Dhabi sur les bonnes pratiques en matière d'éducation pour lutter contre l'extrémisme violent du GCTF. www.thegctf.org